



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

investissements

Question au Gouvernement n° 1656

Texte de la question

ATTRACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DE LA FRANCE

M. le président. La parole est à M. Jean-Luc Moudenc.

M. Jean-Luc Moudenc. Monsieur le Premier ministre, après le pacte de responsabilité à horizon incertain, le Président de la République vient de lancer le Conseil stratégique de l'attractivité (« Ah ! » *sur les bancs du groupe UMP*) pour ramener des entreprises étrangères sur le territoire national. Il est vrai qu'en 2013, les investissements directs étrangers en France se sont effondrés d'environ 77 % !

M. Marc Le Fur. Eh oui !

M. Jean-Luc Moudenc. Je crains qu'avec les mesurètes annoncées, la tendance ne s'inverse pas... Mais votre souci envers les entreprises étrangères ne devrait-il pas plutôt se porter vers les entreprises françaises, dans un contexte de désindustrialisation dramatique, de pertes massives d'emplois et de crise économique persistante ? Faire venir des entreprises étrangères en France, c'est bien, mais éviter que des entreprises françaises ne disparaissent ou partent, ce serait mieux. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Maurice Leroy. Très juste !

M. Jean-Luc Moudenc. L'attractivité, ce n'est pas que quelques grands groupes ne payent que 4 % d'impôt sur les sociétés quand l'immense majorité des entreprises françaises est imposée jusqu'à 37 %, un véritable record européen. L'attractivité, ce n'est pas non plus la taxe à 75 %. L'attractivité, ce ne sont pas des charges et un coût du travail devenus insurmontables pour tant d'entreprises, ni les augmentations d'impôts en série, telle la hausse de la TVA.

Non, monsieur le Premier ministre, nous ne sommes pas abusés par ces nouvelles opérations de communication et de diversion. À quand des actions urgentes afin de valoriser et d'aider concrètement les savoir-faire français et les entreprises françaises pour la croissance, pour l'embauche et pour le pouvoir d'achat ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Pierre Moscovici, ministre de l'économie et des finances. Monsieur Moudenc, vous faites de la politique, vous êtes dans l'opposition, c'est bien ; vous combattez le Gouvernement, c'est votre droit ; mais pourquoi faut-il toujours que vous en veniez ainsi à dénigrer votre pays ? (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe SRC. – Protestations sur les bancs du groupe UMP.*) Cette attitude est insupportable. Vous partez de faux chiffres, ceux de la CNUCED, absolument pas spécialisée dans les calculs d'investissements étrangers, qui

placent les Îles Vierges en quatrième position en Europe et qui font fi de la réalité.

La réalité, elle se trouve dans les chiffres de l'Agence française pour les investissements internationaux, l'AFII, qu'elle a donnés hier. Ils montrent de façon claire qu'en 2013, il y a eu 685 investissements étrangers en France, soit autant qu'en 2012, mais avec 30 000 créations d'emplois, soit 4 000 de plus ! La France est, la France reste un pays attractif.

M. Nicolas Bays et M. Marcel Rogemont . Très bien !

M. Pierre Moscovici, ministre . Elle doit le devenir encore plus. C'est la raison pour laquelle un panel de chefs d'entreprise de taille mondiale ont été invités hier à participer au Conseil stratégique de l'attractivité. Tout y a été dit : les atouts de la France, dont nous devons être fiers, ses faiblesses, que nous devons corriger. D'où les décisions qu'a prises le Président de la République. J'en cite quelques-unes : la création d'un « passeport talents » pour attirer les talents en France, le financement des start-ups, notamment à travers la BPI, ou la fusion entre l'AFII et UbiFrance qui nous donne un grand acteur pour aider nos entreprises à exporter.

Un député du groupe UMP . Ce ne sont que des mots !

M. Pierre Moscovici, ministre. Vous ignorez, monsieur Moudenc, qu'il y a aujourd'hui en France 20 000 entreprises étrangères, qui représentent deux millions d'emplois, et surtout que pour conquérir des parts de marché et pour défendre nos entreprises, il y a le pacte de responsabilité. Je vous en prie, soyez un peu plus patriote ! *(Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe SRC. – Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)*

Données clés

Auteur : [M. Jean-Luc Moudenc](#)

Circonscription : Haute-Garonne (3^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1656

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Économie et finances

Ministère attributaire : Économie et finances

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [19 février 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [19 février 2014](#)